

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2003 — 2636

[C — 2003/11352]

24 JUIN 2003. — Arrêté royal fixant les règles d'attribution, la composition et les modalités de transfert du numéro d'entreprise et du numéro d'unité d'établissement dans la Banque-Carrefour des Entreprises

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions, notamment l'article 10;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 janvier 2003;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 9 janvier 2003;

Vu l'avis 34.938/1 du Conseil d'Etat, donné le 3 avril 2003;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, de Notre Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, chargé des Classes moyennes, de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre de l'Economie et de Notre Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'Administration,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le numéro d'entreprise et le numéro d'unité d'établissement sont attribués à l'entreprise ou à l'unité d'établissement visées à l'article 2, 3^e et 6^e, de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce et création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions, ci-après dénommée "la loi", par la Banque-Carrefour des Entreprises chargé du registre visé à l'article 3 de la loi.

Art. 2. Les numéros visés à l'article 1^{er} sont attribués au moment de l'enregistrement de l'entreprise dans la Banque-Carrefour des Entreprises.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'attribution du numéro d'unité d'établissement aux personnes morales visées à l'article 4, 1^{er} et 2^e, de la loi, et aux personnes physiques, morales ou associations visées à l'article 4, 3^e, de la loi, peut éventuellement être retardée jusqu'au moment où l'activité de l'entreprise commence effectivement, pour autant que l'enregistrement de cette unité d'établissement ne soit pas nécessaire pour l'application d'une législation belge.

Art. 3. Le numéro d'entreprise et le numéro d'unité d'établissement comportent 10 chiffres.

Le numéro d'entreprise se présente sous la forme ZNNN.NNN.NNN, où :

- 1° Z, le premier chiffre du numéro d'entreprise, est un chiffre 0 ou 1;
- 2° lorsque Z égale 0, le chiffre 0 peut ne pas apparaître;
- 3° chaque position N est composée d'un chiffre allant de 0 à 9;
- 4° un point sépare le premier groupe de quatre chiffres et les deux groupes de trois chiffres qui suivent.

Le numéro d'unité d'établissement se présente sous la forme suivante : Z.NNN.NNN.NNN, où :

- 1° Z, le premier chiffre du numéro d'unité d'établissement, est un chiffre de 2 à 8;
- 2° chaque position N est composée d'un chiffre allant de 0 à 9;
- 3° un point sépare le premier chiffre et chacun des trois groupes de trois chiffres qui suivent.

Les neuvième et dixième chiffres du numéro d'entreprise et du numéro d'unité d'établissement forment le chiffre de contrôle.

Art. 4. § 1^{er}. Le numéro d'entreprise attribué à une personne morale n'est pas transférable à une autre entreprise.

Dans le cas d'une scission par constitution de nouvelles sociétés, les modalités suivantes sont observées.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2003 — 2636

[C — 2003/11352]

24 JUNI 2003. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de toekenningsregels, de samenstelling en de overdrachtsmodaliteiten van het ondernemingsnummer en het vestigingseenheidsnummer in de Kruispuntbank van Ondernemingen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister en tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op 7 januari 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 9 januari 2003;

Gelet op het advies 34.938/1 van de Raad van State, gegeven op 3 april 2003;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister, Onze Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, belast met Middenstand, Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Economie en Onze Minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Besturen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het ondernemingsnummer en het vestigingseenheidsnummer worden aan de onderneming of de vestigingseenheid zoals bedoeld in artikel 2, 3^e en 6^e, van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen, hierna "de wet" genoemd, toegekend door de Kruispuntbank van Ondernemingen belast met het register zoals bedoeld in artikel 3 van de wet.

Art. 2. De nummers zoals bedoeld in het artikel 1 worden toegekend op het moment van de inschrijving van de onderneming in de Kruispuntbank van Ondernemingen.

In afwijking van het eerste lid kan de toekenning van het vestigingseenheidsnummer aan rechtspersonen zoals bedoeld in artikel 4, 1^e en 2^e, van de wet en aan natuurlijke personen, rechtspersonen of verenigingen zoals bedoeld in artikel 4, 3^e van de wet eventueel worden uitgesteld tot het moment waarop de onderneming daadwerkelijk haar activiteiten start, op voorwaarde dat de inschrijving van deze vestigingseenheid niet vereist is voor de toepassing van een Belgische wetgeving.

Art. 3. Het ondernemings- en het vestigingseenheidsnummer bevatten 10 cijfers.

Het ondernemingsnummer wordt voorgesteld als ZNNN.NNN.NNN, waarbij :

- 1° Z, het eerste cijfer van het ondernemingsnummer, 0 of 1 is;
- 2° wanneer Z gelijk is aan 0, het cijfer 0 hoeft niet vertoond te worden;
- 3° elke positie N uit een cijfer van 0 tot 9 bestaat;
- 4° na de eerste groep van vier cijfers en de tweede groep van drie cijfers een punt wordt geplaatst.

Het vestigingseenheidsnummer wordt voorgesteld als : Z.NNN.NNN.NNN, waarbij :

- 1° Z, het eerste cijfer van het vestigingseenheidsnummer, een cijfer van 2 tot 8 is;
- 2° elke positie N uit een cijfer van 0 tot 9 bestaat;
- 3° na het eerste cijfer en de twee volgende groepen van drie cijfers een punt wordt geplaatst.

Het negende en het tiende cijfer van het ondernemingsnummer en van het vestigingseenheidsnummer vormen het controlecijfer.

Art. 4. § 1. Het ondernemingsnummer dat aan een rechtspersoon werd toegekend, is niet overdraagbaar op een andere onderneming.

In het geval van een splitsing door oprichting van nieuwe vennootschappen worden de volgende modaliteiten opgevolgd.

La cession du numéro d'immatriculation au registre du commerce d'une société scindée à une société nouvelle issue de la scission est autorisée lorsque les règles de dépôt et de publicité prescrites par les lois sur les sociétés commerciales en ce qui concerne la scission ont été respectées;

La société nouvelle :

- poursuit l'activité principale de la société scindée;
- joint à sa demande d'immatriculation une demande écrite sollicitant la cession du numéro d'entreprise. La demande doit être motivée et certifier que les conditions précitées sont remplies.

Dans ce cas, le greffe du tribunal de commerce signale au *Moniteur belge* qu'il s'agit de la cession du numéro d'entreprise lors de l'envoi de documents à publier.

§ 2. Le numéro d'entreprise attribué à une association de fait, à une société de droit commun, à une société momentanée ou à une société interne n'est pas transférable à une autre entreprise.

Art. 5. Le numéro d'entreprise attribué à une personne physique n'est pas transférable à une autre entreprise, même si cette entreprise est une société constituée par cette seule personne physique.

Il reste attribué à la même personne physique, même si cette personne interrompt ou suspend l'activité donnant lieu à enregistrement et même si l'activité qu'elle exerce change de nature.

Sans préjudice de l'application de l'article 36 de la loi, le numéro d'entreprise d'une personne physique subsiste après le décès de cette dernière pour les besoins de la liquidation de sa succession. Il ne fait pas partie du patrimoine de la personne décédée et ne peut pas être repris par un successeur.

Art. 6. Le numéro d'unité d'établissement est transférable lors du transfert de l'établissement concerné d'une entreprise à une autre.

Art. 7. Un numéro d'entreprise radié ne peut pas être réattribué à un tiers par la Banque-Carrefour des Entreprises.

Art. 8. L'entreprise assujettie à la T.V.A. belge à la date de l'entrée en vigueur de la loi se voit attribuer comme numéro d'entreprise son numéro de T.V.A., précédé d'un indice 0. Cet indice peut ne pas être mentionné lors de l'utilisation du numéro d'entreprise. L'entreprise enregistrée dans le Registre national des Personnes morales à la date de l'entrée en vigueur de la loi se voit attribuer comme numéro d'entreprise son numéro national, précédé d'un indice 0. L'indice 0 peut ne pas être mentionné lors de l'utilisation du numéro d'entreprise.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2003.

Art. 10. Notre Premier Ministre, Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre chargé des Classes moyennes, Notre Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'Administration et Notre Ministre de l'Economie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 juin 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
G. VERHOFSTADT

Le Ministre de la Fonction publique
et de la Modernisation de l'Administration,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Le Ministre chargé des Classes moyennes,
R. DAEMS

Le Ministre de l'Economie,
Ch. PICQUE

De overdracht van (het) inschrijvingsnummer(s) van een gesplitste vennootschap naar een nieuwe door splitsing opgerichte vennootschap wordt toegestaan, wanneer alle door de vennootschappenwet voorgeschreven neerleggings- en openbaarmakingsregelen met betrekking tot de splitsing nageleefd zijn;

De nieuwe vennootschap :

- de hoofdwerkzaamheid voortzet van de gesplitste vennootschap;
- bij haar aanvraag tot inschrijving bij de bevoegde griffie een schriftelijk verzoek voegt tot overdracht van het ondernemingsnummer. Dit verzoek moet gemotiveerd zijn en dient aan te geven dat aan de voorwaarden is voldaan.

In dat geval wijst de griffie van de rechtbank van koophandel, op het ogenblik van de overmaking van de bekend te maken stukken, het *Belgisch Staatsblad* erop dat het om een overdracht van het ondernemingsnummer gaat.

§ 2. Het ondernemingsnummer dat wordt toegekend aan een feitelijke vereniging, een gemeenrechtelijke vennootschap, een tijdelijke vennootschap of een stille vennootschap is niet overdraagbaar op een andere onderneming.

Art. 5. Het aan een natuurlijke persoon toegekende ondernemingsnummer is niet overdraagbaar op een andere onderneming, zelfs wanneer deze onderneming een vennootschap is die enkel uit deze natuurlijke persoon bestaat.

Het nummer blijft aan dezelfde natuurlijke persoon toegekend, zelfs wanneer deze persoon de activiteit onderbreekt of stopzet die aanleiding geeft tot de inschrijving en zelfs wanneer de door de persoon uitgeoefende activiteit verandert.

Onverminderd de toepassing van artikel 36 van de wet, blijft het ondernemingsnummer van een natuurlijke persoon na het overlijden van deze laatste bestaan met het oog op de vereffening van zijn nalatenschap. Het nummer maakt geen deel uit van het vermogen van de overledene en kan niet door een opvolger worden overgenomen.

Art. 6. Het vestigingseenheidsnummer is overdraagbaar bij de overdracht van de betrokken vestigingseenheid van een onderneming naar een andere.

Art. 7. Een ondernemingsnummer dat werd geschrapt, kan door de Kruispuntbank van Ondernemingen niet opnieuw aan een derde worden toegekend.

Art. 8. Een onderneming die bij het van kracht worden van de wet is onderworpen aan de Belgische BTW krijgt als ondernemingsnummer haar BTW-nummer toegekend, voorafgegaan door een index 0. Deze index hoeft niet vermeld te worden bij gebruik van het ondernemingsnummer. Een onderneming die bij het van kracht worden van de wet is ingeschreven in het Nationaal Register van Rechtspersonen krijgt als ondernemingsnummer haar nationaal nummer toegekend, voorafgegaan door een index 0. De index 0 hoeft niet vermeld te worden bij gebruik van het ondernemingsnummer.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2003.

Art. 10. Onze Eerste Minister, Onze Minister van Justitie, Onze Minister belast met Middenstand, Onze Minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Besturen en Onze Minister van Economie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 juni 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
G. VERHOFSTADT

De Minister van Ambtenarenzaken
en Modernisering van de Openbare Besturen,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

De Minister belast met Middenstand,
R. DAEMS

De Minister van Economie,
Ch. PICQUE